



WALOR ou le laboratoire de l'acharnement antisyndical !

La direction veut la peau de la CGT

C'est avec stupeur et colère que nous apprenons l'acharnement anti-syndical dont est victime M. Joseph Nguene, représentant de la section syndicale CGT à l'entreprise WALOR, entreprise de métallurgie à Legé (44).

Pour comprendre la haine et la fougue avec lesquelles Mr Lorin, PDG de l'entreprise, s'en prend à la section CGT et à ses représentants, il nous faut remonter quelques années en arrière.

En 2006, la CGT souhaite s'implanter dans l'entreprise, forte de 15% de salariés adhérents, la section syndicale est déclarée et débute son expression syndicale, comme elle en a le droit. Mr Jacky Lorin (le père) voit le danger poindre et met tout en œuvre à l'époque pour que la section ne s'implante pas : refus des mandaterments, pressions, intimidations...

Messieurs Lorin père et fils (principaux actionnaires de la holding Lor'invest) verraient-ils un danger à ce que les salariés aient un droit de regard sur l'entreprise ?

Monsieur Lorin va même jusqu'à vouloir licencier l'un des élus CGT, licenciement refusé par l'inspection du travail, mais qu'importe pour le PDG qui se sent au dessus des lois, il fait un recours hiérarchique, où la demande de licenciement est à nouveau déboutée.

S'en suivent ensuite plusieurs années de guerre psychologique et salariale contre les représentants de la section : avertissements jamais motivés, dénigrement du travail, isolement dans les ateliers, carrière et salaires bloqués...

Jusqu'en août 2013, où la direction, qui souhaite réduire son activité en France au profit de la production à bas coût au Mexique et en Chine, met en place avec la CFDT (syndicat majoritaire dans la PME) un accord dit maintien de l'emploi, qui promet aux salariés : baisse de rémunération, dégradation

des conditions de travail, chantage à l'emploi... La section CGT exprime haut et fort son opposition à cet accord, qui est malheureusement signé par la CFDT et conduit au licenciement d'une vingtaine de salariés, la baisse de salaires et la flexibilité horaires des autres.

Mais la grogne monte de plus en plus parmi les salariés, qui se retrouvent pleinement dans les déclarations CGT et en ont assez de se faire prendre pour des pigeons. Y compris dans les rangs du syndicat signataire, la cohésion n'est plus de mise : de nombreux élus CFDT démissionnent de leur mandat ou même de l'entreprise, conscient de la manipulation dont ils ont été victimes, parce qu'il fallait que l'entreprise Walor soit la démonstration du bienfondé de l'accord national interprofessionnel MEDEF-CFDT de janvier 2013.

Erreur fatale, messieurs les patrons et dirigeants de la CFDT ! Les salariés, comme les élus de terrain rejettent en bloc ces accords qui ne sont que dans l'intérêt des patrons.

Mais voilà, Messieurs Lorin, à force de prendre les salariés pour des imbéciles, ont réveillé leur envie de défendre leurs emplois, leurs salaires, leur dignité et de ne pas être sacrifiés sur l'autel de leurs profits. Les idées CGT sont majoritaires dans l'entreprise.

Il lui faut donc agir rapidement, et casser la CGT, pour donner une bonne leçon aux salariés qui auraient envie de s'exprimer. Et tout l'appareil répressif de 2007 contre l'ancien délégué CGT se renouvelle contre le nouveau représentant syndical.

Avertissements sans aucune preuve, tentative de licenciement, lui-même refusé par l'inspection du travail le 27 janvier 2014 et recours hiérarchique pour quand même autoriser le licenciement.

Notre camarade passera le 20 mai au siège de la DIRECTTE alors qu'au même moment une procédure est en cours aux prud'hommes pour discrimination syndicale, raciale et salariale. Cette procédure sera jugée en décembre 2014.

L'Union locale CGT Sud Loire, l'Union Départementale CGT44 et l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie 44 s'associent pour dénoncer les pratiques d'une direction sans scrupules qui n'hésite pas à tirer à bout portant contre les syndicalistes CGT pour protéger ses profits sur le dos des salariés et assurent tout leur soutien à Joseph et à l'ensemble des camarades CGT et des salariés de l'entreprise, victimes de cette famille aux dents longues pour qui démocratie rime avec idiotie et salariés avec exploités.